

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

EPUR CENTRE EST  
18 parc activités les Blattiers  
71160 DIGOIN

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 11-03600

**Vu** le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L.511-1, L.514-1 et R.512-33,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 05/3819/2-3 du 8 décembre 2005 autorisant la société EPUR CENTRE EST à exploiter sur la commune de Digoin un centre de tri des déchets,

**Vu** la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 7 juin 2011,

**Considérant** que la visite d'inspection du 19 mai 2011 a mis en évidence que la société EPUR CENTRE EST ne respecte pas plusieurs des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005,

**Considérant**, en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement, que ces non conformités sont de nature à entraîner des dangers et inconvénients mentionnés à l'article L.511-1,

**Sur** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

**ARTICLE 1er**

La société EPUR CENTRE EST, dont le siège social est situé à Mâcon, ZI Sud, 135 rue Lavoisier, BP 2033, 71020 Mâcon cedex 9, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à Digoin (71160), 18 Parc Activités les Blattiers, de respecter, sous 3 mois les dispositions des articles 14-3, 15-1, 16, 23, 25, 29, 36, 39-2, 41-4, 51 de l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2005.

**ARTICLE 2**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

### **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Digoin et M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera adressée à l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne.

Mâcon, le 22 JUL. 2011

Le Préfet,

Pour le préfet,  
**Le sous-préfet, directeur de Cabinet,**  
**Alexandre PITON**